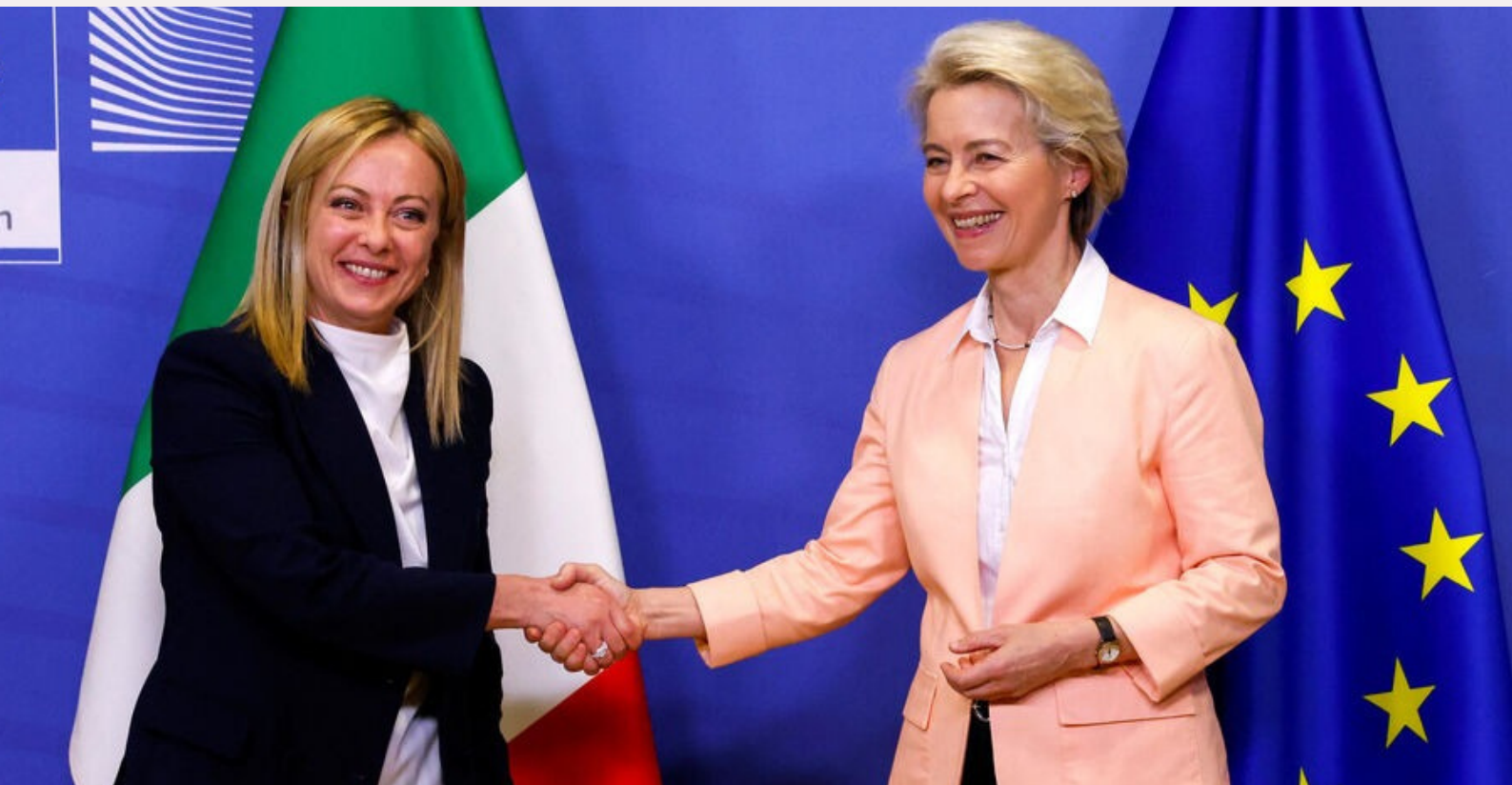


IMMIGRATION : ASISTONS-NOUS À UNE DROITISATION DE L'UNION EUROPÉENNE ?

La refonte de la directive "retour" proposée le 6 novembre par la Commission est démonstrative d'un phénomène qui pèse lourd sur la démocratie européenne : entre coercition, contrôles renforcés, et surveillance intelligente, c'est bien les idéaux de droite qui priment. Analyse du titanesque point noir de notre époque.

EUROPE ⌚ 7min 17/11/2023

Charlotte TISSIDRE



Giorgia Meloni, première ministre italienne, présidente du parti d'extrême droite Fratelli d'Italia et du parti européen conservateur ECR, rencontre à Bruxelles Ursula Von Der Leyen, présidente de la Commission Européenne, lors de son premier déplacement à l'étranger en tant que ministre © Yves Herman, 2022

LE CONTINENT GANGRÉNÉ

Officiellement, on ne compte aujourd'hui que trois états membres de l'Union gouvernés par l'extrême droite : la Hongrie, la Pologne et le cas emblématique de l'Italie, gouvernée par le fascisme post-Mussolinien depuis près d'un an. Mais bon nombre de gouvernements ont été plus indirectement touchés par la fièvre conservatrice. En Scandinavie, la Finlande et la Lettonie comptent dans leur

gouvernement une bonne partie de leurs députés d'extrême-droite ayant crié victoire au cours des élections législatives. La Bulgarie a dernièrement annoncé se positionner en faveur de l'intégration de la Turquie, en promettant de faire entendre sa voix au sein du Parlement. Un des rares contre-exemple est le Danemark, dont la gauche au pouvoir contre l'immigration, ce qui n'est pas pour déplaire à ses opposants européens. En France, la Lepenisation des politiques n'est plus à prouver. Récemment, c'est la **droite sénatoriale** qui est montée en puissance : après des mois de surenchère extrémiste, redoublée depuis l'assassinat de Dominique Bernard à Arras, le débat sombre de plus en plus vers la diabolisation des étrangers. Résultat : le Sénat a adopté la semaine dernière la suppression de l'aide médicale d'Etat pour les sans-papiers.

Plus qu'une simple droitisation des politiques européennes, c'est une extrémisation de la droite des politiques européennes : dans tout le continent, la frontière entre droite et extrême-droite s'efface progressivement. Ce phénomène est à relier avec un puissant travail idéologique pour dédiaboliser l'extrême droite et, en temps de crise de confiance politique, les présenter comme seuls salvateurs dans un monde en déclin.

Ce n'est pas pour rien que, depuis quelques années déjà, on assiste à une mise à l'agenda politique de tous les sujets que la Droite affectionne : immigration, nationalisme et valeurs républicaines, place de la religion et des traditions... Les membres des partis d'extrême-droite sont peopolisés (on pense ici à l'article consternant de Paris Match concernant "l'addiction pour les pâtes fraîches" du président du Rassemblement National Jordan Bardella), leur capital sympathie exacerbé.

L'effort déployé est monumental pour faire croire en une guerre civilisationnelle menée par "les étrangers", supportés par le wokisme d'une Gauche naïve. Les élections de 2024 ne pourront que confirmer cette tendance. En effet, **une étude de The Guardian** réalisée dans 31 pays d'Europe montre que 32% des électeurs européens ont voté pour des partis populistes d'extrême-droite en 2023. C'est près d'un bulletin sur trois. Ils étaient déjà 20% au début du siècle, 12% dans les années 1990. Une croissance glaçante.

Cette évolution risque d'affaiblir fortement l'Union en interne, avec une monopolisation des partis qui l'ont toujours méprisé face à leur nationalisme qui, comme nous l'ont montré la pandémie, le réchauffement climatique ou les crises migratoires, n'a plus le pouvoir de protéger les peuples européens. Et s'il est un sujet sur lequel s'entendent la droite et l'extrême droite, c'est bien l'immigration.

SECURITÉ, SÉCURITÉ, OU SÉCURITÉ ?

Loin de ne ravager que les terres intérieures, la Droite s'attaque frontalement aux frontières. Parmi les 705 sièges au Parlement Européen, 406 se positionne sur le spectre de la Droite. Un tiers d'entre eux sont à l'extrême de l'échiquier politique. En comparaison, le groupe GUE/NGL ne représente que 37 sièges.

Il est difficile à partir de ce constat de militer pour une approche moins sécuritaire de l'immigration. L'article 21 de la proposition de directive qui sera soumise au vote d'ici décembre prévoit même de soumettre les organisations non-gouvernementales de lutte pour les droits humains à une autorisation de visite dans les centres de rétention (dans le cas où les personnes migrantes ne seraient pas, comme indiqué dans le premier alinéa, détenu dans des centres pénitentiaires...). Tout est bon pour écarter l'opposition.

C'est d'ailleurs un autre point de la proposition qui nous le prouve : alors que le budget actuel de 151 milliards d'euros consacré à l'innovation et au numérique doit être revalorisé à la hausse, celui de l'aide publique au développement stagne à 70 milliards. Un fond qui, rappelons le, a pour but d'appuyer le développement humain et économique des pays tiers, en luttant contre la faim et en préservant les ressources naturelles. Un fond qui, rappelons le, oeuvre à la préservation des droits fondamentaux ; les mêmes que l'UE entend défendre dans sa charte et à la résolution du "problème migratoire" à la racine.

Le Parti Populaire Européen (PPE), parti libéral de centre-droit dominant du Parlement et ancien parti de la présidente Ursula Von Der Leyen, promet quant à lui des politiques schizoéphrènes avec un titre de campagne en oxymore : "L'humanité pour raison, la sécurité pour mission". *"L'attentat du 2 octobre 2023 à Bruxelles, perpétré par un ressortissant dont la demande d'asile avait été rejetée mais dont la procédure de retour n'a jamais abouti, doit nous alarmer quant à l'efficacité de notre système de retour"*. Soyons humains oui, et remuons le couteau de l'amalgame dans la plaie des tragédies récentes.

Il nous faut dépolitiser la peur. Il ne s'agit plus d'un simple soucis de clivage politique. Il ne s'agit plus d'un soucis de démagogie ou de récupération électorale. Il ne s'agit désormais que d'un continent gouvernés par la crainte, le repli et la haine. Un continent qui part à la dérive, qui sous-estime la peste de l'extrémisme. En son sein, des habitants dont on monétise la peur, où chaque frisson est un potentiel bulletin de vote pour des politiques véreuses. Un continent qui multiplie les compromis avec des partis qui l'affaiblissent. Et à ses frontières, des êtres humaines allogènes qui veulent vivre mieux, ou juste ne pas mourir, dans des conditions meilleures.